

Souvenirs d'un insurgé. La Commune 1871 [Paul Martine]

Autor(en): **Vuilleumier, Marc**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **21 (1971)**

Heft 1/2

PDF erstellt am: **11.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

nationale, contrairement à ce que dit l'auteur (p. 159); son mandat, établi au nom de la Délégation des vingt arrondissements et du Conseil fédéral des sections parisiennes de l'Internationale, a été conservé. Enfin, les références infra-paginales et la bibliographie sont faites avec une négligence d'autant plus surprenante que l'ouvrage est publié dans une collection qui prétend présenter «une mise au point rigoureuse de tous les problèmes que pose la connaissance du passé». Comment le lecteur non informé pourra-t-il retrouver l'article de M. Moissonnier, *La Commune et le mouvement ouvrier à Lyon*, quand la seule indication est: «Nouvelle Critique», sans date, numéro, tome, pagination? Où cherchera-t-il ce «témoignage de premier plan sur l'état d'esprit d'un révolutionnaire méridional»: Jules Guesde, *Le 18 mars en province* (1877)? Comment devinera-t-il qu'il s'agit d'un article et non d'un livre, publié en allemand dans la revue *Die Zukunft*, en 1877, repris en français dans les recueils de Guesde intitulés *Çà et là* (1914) et *La Commune de 1871* (1934)? Un éditeur ou un directeur de collection qui prend son travail au sérieux se devrait de ne pas laisser passer de telles négligences. Bien que non publiées, la thèse de Louis M. Greenberg sur Marseille, Lyon et la Commune de Paris, la recherche des libertés locales de 1868 à 1871 (Harvard 1963) ainsi que celle, plus récente, de Julian Archer sur la Commune à Lyon auraient pu être mentionnées.

Genève

Marc Vuilleumier

PAUL MARTINE, *Souvenirs d'un insurgé. La Commune 1871*. Préface et notes de JACQUES SUFFEL. Paris, Librairie académique Perrin, 1971. In-8°, 344 p.

Paul Martine, jeune agrégé d'histoire, fut l'un des rares universitaires à prendre part à l'insurrection de 1871. Adjoint à la mairie du XVII^e, lié avec Benoît Malon, ce fut lui qui mit en contact Rossel avec la Commune. Réfugié en Suisse, puis en Russie, il revint en France, après l'amnistie, et fut réintégré dans l'enseignement secondaire où il fit une carrière honorable et sans histoire. Dans les dernières années de sa vie – il mourut en 1913 –, il rédigea ses mémoires qu'il fit déposer à la Bibliothèque nationale. De ces six volumes manuscrits, intitulés *Mémoires d'un indépendant*, Jacques Suffel a retenu les chapitres consacrés à la Commune, qui sont, effectivement, les plus intéressants. «Publier l'oeuvre telle quelle eût été desservir le mémorialiste qui ne l'aurait certainement pas livrée à l'imprimeur sans l'avoir relue et débarrassée des scories qui l'alourdissent. On a donc émondé le récit des passages inutiles et supprimé les répétitions fastidieuses, en veillant à ne pas déformer la pensée (ni bien entendu l'expression) de l'auteur» (p. 30). L'avertissement est d'autant plus inquiétant que rien, dans le texte publié, n'indique les coupures effectuées. Et une rapide comparaison entre le texte édité et quelques pages du manuscrit révèle des suppressions pour le moins étonnantes.

Dans le récit de la journée du 18 Mars, où Martine explique comment, avec quelques personnes, il réussit à neutraliser deux régiments de ligne, l'édi-

teur saute le passage suivant : « Je m'adressai à deux sergents et leur tins, sans doute, les propos les plus patriotiques ; or ils m'approuvèrent. Et l'approbation des sous-officiers produisait grand effet sur les lignards. Chose bizarre ! Je ne voyais, dans les rangs, aucun officier. » Ces précisions ne sont-elles pas utiles pour comprendre le processus qui priva le gouvernement des troupes sur lesquelles il comptait ? En tout cas, Martine en jugeait ainsi puisqu'un peu plus loin (p. 37), il revenait sur la question, discutant de la façon dont une insurrection pouvait enlever les troupes envoyées contre elle, digression elle aussi supprimée !

Plus loin, l'auteur raconte qu'il fit conduire en prison une escouade de gendarmes. La plupart furent fusillés comme otages, durant les derniers jours de l'insurrection, et Martine écrit : « Si j'avais su quel sort leur était réservé, à ces pauvres diables, je crois bien que je les aurais délivrés (ce qui m'eût été, alors, bien facile) » (p. 40). Mais l'éditeur a sauté les lignes suivantes : « Et pourtant j'aurais eu tort. Car dès les premiers jours du second siège . . . » (suit l'évocation des crimes commis par les gendarmes au service de Versailles). Il a également laissé tomber les réflexions de l'auteur sur la stupidité d'une discipline militaire purement formelle, qu'il oppose à celle que dicte la conscience. Suppression encore des lignes vengeresses où Martine raconte comment Pinard, honorable professeur d'histoire, fut arrêté par des fédérés alors que, garde national au service de l'Ordre, il conduisait des prisonniers à Versailles (p. 61) ; disparition d'un très intéressant passage où l'on voit Rossel, qui vient d'accepter le commandement de la 17^e légion, développer ses plans pour la défense des Batignolles, menacées d'une attaque par les bataillons réactionnaires qui tiennent encore la gare Saint-Lazare (p. 62 ; le passage est résumé à la p. 267 de la biographie de Rossel par Edith Thomas) . . . Autant de coupures qui nous semblent d'autant plus injustifiées qu'on a conservé des pages entières où Martine se borne à raconter des événements archiconnus dont il n'a pas été témoin, en utilisant les mêmes sources que tous les historiens de la Commune !

Puisqu'on éditait ce texte, il fallait le faire selon les règles communément admises et non avec une telle absence de méthode et des critères aussi flottants.

Cela est d'autant plus regrettable que l'annotation est soigneusement faite et que l'introduction, fort bien conçue, donne brièvement l'essentiel de ce qu'il faut connaître de l'auteur.

C'est incontestablement le réflexe national, l'indignation patriotique qui poussa Martine dans les rangs des insurgés ; il le dit sans détour et il insiste d'autant plus sur ce facteur indéniable de la Commune qu'il correspond à ses prises de position politique ultérieures. En effet, il appartient à cette catégorie de communards qui verseront dans le nationalisme et l'antiparlementarisme les plus outranciers. Boulangiste, antisémite, il va jusqu'à écrire que « l'immonde Dreyfus » devait être fusillé, « fût-il cent fois innocent » (p. 86 et 207). Et cela au nom du jacobinisme le plus pur car, paradoxe qui peut paraître étonnant mais que l'on trouve chez plus d'un ancien communard, Martine se consi-

déra toujours comme un révolutionnaire: «Devenu révolutionnaire sous le second Empire, je le resterai, dans mon pays, jusqu'à la fin de mes jours», écrit-il (p. 86). Inutile d'insister sur les contradictions d'une telle attitude; elles sont communes à tous les anciens insurgés qui se rallièrent au boulangisme ou qui, plus tard, comme Maxime Vuillaume ou Protot, donnèrent dans le chauvinisme le plus extrême (Protot fut célébré, naguère, par *Défense de l'Occident*, comme un «précurseur du fascisme»!). Incontestablement, la Commune, comme toute révolution, est un événement complexe qui recèle des composantes diverses. Aussi, les filiations qui en découlent sont-elles différentes et contradictoires. Les mémoires de Martine en sont une nouvelle illustration.

Genève

Marc Vuilleumier

PIER CARLO MASINI, *Storia degli anarchici italiani da Bakunin a Maletesta*. Milano, Rizzoli, 1969. In-8°, 398 p.

D'une lecture facile et entraînante, ce livre n'en est pas moins solidement fondé, tant sur les recherches personnelles de l'auteur que sur les nombreux travaux qu'a suscités l'histoire du mouvement ouvrier italien durant ces vingt-cinq dernières années. Un exposé clair et précis des faits et des idées, une rapide mise en place des différents courants socialistes et libertaires, les éléments biographiques essentiels des principaux protagonistes, voilà ce qu'on y trouvera. Quant à l'analyse des racines économiques et sociales de l'anarchisme, des conditions politiques de son apparition, l'auteur ne s'y est guère arrêté, préférant visiblement l'exposé des faits à la polémique idéologique qui, il faut bien le reconnaître, a trop souvent, sur ce point précis, remplacé l'étude historique sérieuse. Ce parti pris positiviste, tempéré par la sympathie quelque peu désabusée que l'auteur porte à ses personnages, constitue, certes, une limitation; mais néanmoins, le lecteur trouvera les éléments pour, s'il le désire, aller plus loin et se poser les questions que Masini n'a pas voulu traiter.

Le début de cette histoire des anarchistes italiens, c'est la réalisation de l'unité et la profonde désillusion qu'elle apporte à toute une série de jeunes révolutionnaires, pour la plupart intellectuels sans fonction sociale déterminée ni débouchés professionnels; Bakounine sera celui qui, le premier, les mettra en contact avec les idées socialistes. La fin, c'est le congrès de Gênes, en 1892, qui se solde par la séparation définitive des anarchistes et des sociaux-démocrates qui se retirent de la salle pour constituer le Parti socialiste italien. L'époque ultérieure, pour laquelle manquent les travaux préparatoires indispensables, est évoquée à travers une très utile chronologie qui nous mène jusqu'au congrès anarchiste international de Carrare, en août-septembre 1968.

Des documents significatifs, publiés en annexe, constituent un utile complément, mais on eût souhaité quelques notes, ne fût-ce, par exemple, que pour indiquer le contenu des articles auxquels il est fait allusion. Plusieurs des